

*Initiatives ministérielles*

service de traumatologie qui comptent parmi les meilleurs du monde, que va-t-il se passer l'année prochaine? Tous ces services vont être aux prises avec des déficits et ils n'auront droit qu'à une augmentation de 2 p. 100.

Le gouvernement actuel joue dangereusement avec notre régime de soins de santé qui est le meilleur qui soit. À tout le moins, on éprouve un sentiment d'insécurité. Les hôpitaux de la région de Hamilton, de Burlington, de Halton—Peel et d'ailleurs éprouvent le sentiment d'insécurité que fait peser la crise budgétaire qui pourrait éclater à la fin de l'exercice, le 31 mars prochain. Les administrateurs ne savent pas où donner de la tête.

Ils se demandent s'il est encore possible de réaliser des économies. Le gouvernement espère économiser, grâce à ce projet de loi et à d'autres éléments de sa stratégie.

Dans les hôpitaux, les administrateurs me disent qu'ils vont essayer d'économiser et que, pour réaliser ces économies, ils vont fermer un service. La maternité, par exemple. Ainsi, à l'hôpital de Halmilton, on va devoir fermer le service de la maternité pour économiser. Mais, en fait, on ne va économiser que la moitié du montant prévu. Pourquoi? La demande de la population par rapport aux services offerts par cet hôpital, et notamment la maternité, va simplement être acheminée vers un autre établissement hospitalier. Mais, dans ce cas, où est l'économie? On observera une demande accrue dans un autre hôpital situé à 10 ou 15 kilomètres du premier.

Est-ce le genre de système que souhaitent les Canadiens? Je ne le pense pas. Ce projet de loi ne crée pas un tel écart. Selon moi, ce projet de loi et la façon dont le gouvernement actuel gère le système n'augurent rien de bon pour les soins de santé au Canada.

Que notre système de soins de santé ait tout à craindre de l'adoption du projet de loi C-20, j'en veux pour preuve les propos que l'ancien ministre des Finances a tenus le 26 février 1991, et je cite: «Je reconnais qu'une limitation de la croissance des transferts au Financement des programmes établis peut nous amener à nous préoccuper de la capacité du gouvernement fédéral de continuer à faire respecter les principes nationaux régissant l'assurance-maladie, aux termes de la Loi canadienne sur la santé. . . et des mesures législatives seront présentées afin que le gouvernement fédéral garde les moyens de faire observer ces principes nationaux de soins de santé.»

Autrement dit, à travers ce beau discours, le gouvernement actuel laisse entendre que, même s'il acquitte de moins en moins de la facture, c'est encore lui qui mène la barque. Le gouvernement est tellement convaincu qu'il a abandonné son rôle qu'il a inséré dans le projet de loi un

article où il tente de renforcer la présence fédérale dans le régime public d'assurance-maladie, mais seulement sur papier. Le problème, c'est que sans l'engagement financier, sans l'aide financière du gouvernement fédéral, les provinces ne seront pas tenues d'écouter ce dernier. Sans l'appui du gouvernement fédéral, il sera très difficile de faire respecter des normes nationales, ce sera même inconstitutionnel, comme certains l'ont dit.

Les Canadiens ne sont pas dupes face à cette tentative de démantèlement du régime public d'assurance-maladie. Nous ne le sommes pas non plus, de ce côté-ci de la Chambre. Soit que vous êtes pour, soit que vous êtes contre, pas les deux à la fois.

Ce gouvernement accule les Canadiens au chômage et néglige les programmes qui sont à la base même de notre pays.

Il nous faut le plein emploi. Il faut sauver les programmes sociaux et les normes nationales avant qu'il soit trop tard.

Nous demandons au gouvernement de se mettre à l'écoute de la population, d'écouter ce qu'elle a à dire.

Je n'ai pu m'empêcher de lire, dans le *Quorum* d'aujourd'hui, les résultats d'un sondage Angus Reid des plus récents réalisé auprès de 1 505 adultes. Voici ce qu'on y lit:

«Voilà un gouvernement qui ne jouit de l'appui de la population dans aucune région du pays. Il est la cause d'un niveau sans précédent de colère et d'anxiété au sein de la population. Anxiété parce qu'il ne s'occupe pas de choses qui préoccupent les gens, comme l'économie. Colère parce que les gens ont l'impression de vivre dans une dictature.»

Les preuves sont là: 1 505 adultes ont répondu au téléphone et ont dit: «Je me sens impuissant.»

Le nombre de chômeurs augmente, les banques alimentaires n'ont plus rien à donner, davantage de gens font appel à elles et le nombre d'enfants pauvres augmente; ils sont maintenant un million au Canada. C'est scandaleux.

Nous sommes maintenant saisis du projet de loi C-20. Quelle sorte de stratégie est-ce là?

Je défie le gouvernement de me montrer, de montrer à mes électeurs ou à tous les Canadiens en quoi ce projet de loi constitue une mesure utile pour notre système de soins de santé, en quoi il offre quelque avantage pour l'enseignement postsecondaire, et surtout pour l'alphabétisation. S'il y parvient, je m'engage à l'appuyer sans réserve.